

Rose Ntwenga écrit à la fille aînée de Pierre Ngendandumwe

@rib News, 01/03/2011 Au sujet de Pierre Ngendandumwe.- Lettre ouverte à Espérance, sa fille aînée -Montpellier (France), le 28 février 2011. Témoignage et Contribution à la Commission Vérité. Transmission de mémoire. Espérance commence par saluer tous ceux qui ont veillé pour que ce jour de transmission arrive. Espérance, je t'adresse de chaleureuses salutations. Mon témoignage, sur le site Arib.info daté du 15 janvier 2005, a été remis en ligne le mois dernier. Personne ne s'est manifesté pour offrir les premières indications livrées au sujet de Pierre Ngendandumwe. Pour avoir été le plus direct d'une partie du travail de certains des amis et collaborateurs de ton père, je suis dans la limite de porter ta connaissance et celle du grand public d'autres renseignements le concernant. Périphériques autour du crime du 15 janvier 1965. Quarante six ans après le meurtre de Pierre Ngendandumwe[1], le Sénat actuel[2], en dressant l'historique de l'institution, inclut ce forfait par une présentation très étrange : «À (à!) Pierre Ngendandumwe ayant été mystérieusement tué en janvier de la même année (à!) ». Par le présent témoignage j'apporte une série d'indications pour situer la construction des faits, présentés comme obscurs, autour de l'assassinat du Premier ministre le 15 janvier 1965[3]. À Henri-Philippe Cart[4] a relaté quelques faits : Extraits : (à!) Le jour de son entrée en fonction, Pierre Ngendandumwe était assassiné. La tendance à «Monrovia»[5] au pouvoir procéda alors à l'arrestation des principaux leaders du groupe à «Casablanca» et des dirigeants de la Fédération des Travailleurs Burundi (F.T.B.) qui furent considérés comme les auteurs du crime. Plutôt que de rechercher des preuves matérielles de culpabilité, la justice concentra son attention sur une reconstruction logique à partir de mobiles présumés. Au fur et à mesure que la tendance au pouvoir changeait, les suspects et les inculpés furent relâchés ou mis en liberté provisoire, si bien que les assassins courent toujours : et l'acte d'accusation est trop incomplet pour qu'un jugement aboutisse soit autre chose qu'un acte politique. Mais, l'absence de jugement est aussi considérée comme un acte politique par ceux que les indices recueillis ont convaincus de la culpabilité de certains Tutsi. Cet assassinat suscita une profonde émotion dans la population Hutu, car Ngendandumwe incarnait ses yeux à «la conciliation, l'apaisement et sa prise en compte de la volonté du gouvernement semblait garantir l'accession progressive aux postes de responsabilité des éléments Hutu et capables». L'absence de la violence des dirigeants de la J.N.R[6] et de la F.T.B. les désignaient tout naturellement la vindicte Hutu. Ces deux mouvements furent interdits. De même, la ruée de l'Ambassade de Chine fut fermée et son personnel expulsé brutalement. De nombreux milieux Hutu ressentirent le besoin de créer leurs propres organisations qui les représenteraient mieux que cette UPRONA divisée et coupée des masses. Le Parti du Peuple (P.P.), qui, au moment de l'indépendance avait déjà cherché à l'ombre du Parti démocratique chrétien (P.D.C.) à canaliser le «petit peuple» sur une base ethnique, fut reconstitué et s'adjoignit une section de jeunesse : Les Jeunesses populaires Ngendandumwe. À (à!) Nadine Nyangoma[7]-Dominicus, de son côté, préconise : (à!) Étaient impliqués dans l'assassinat, de hauts responsables de l'État, de l'Uprona, de son syndicat, La Fédération du Travail (des Travailleurs Burundi et de la J.N.R., tous fascistes Tutsi[8]). L'Assemblée vota la levée de l'immunité parlementaire des députés impliqués dans l'assassinat et exige le procès des coupables. D'autorité le Roi fit libérer tous ceux qui avaient été arrêtés comme présumés coupables et ordonna que le procès fût reporté sine die. (à!) Depuis, les conversations vont de bon train au sujet de Pierre Ngendandumwe Espérance, Au milieu des années quatre-vingt, quand je suis venue en coup de vent à ton service de l'Hôpital Roi Khaled de Bujumbura, c'était avant tout, pour te transmettre les félicitations de la nuée de sympathisants de ton père. Depuis ce jour détestable de sa disparition, ils n'ont jamais cessé de vous accompagner dans votre évolution, la tienne et celle de tes trois autres sœurs. De leur part, je devais te prévenir du devoir accompli envers ton père, Pierre Ngendandumwe. L'organisation d'une cérémonie souvenir dans sa famille, qui est ta famille d'origine, te revenait désormais. Avec ton entrée dans la vie d'adulte et professionnelle, c'était une démarche par tous les siens et les fidèles sympathisants. A cet effet, tu devais te passer de l'avis et de la présence de ta mère et prendre des décisions importantes pour lui rendre un réel hommage. Parmi les décisions importantes à prendre, il fallait, aussi, te convaincre de porter plainte au sujet de l'assassinat du 15 janvier 1965. Cette fois, la procédure de rouverture du procès ne concernait pas Gonzalve Muyenzi ni Butera[9] (bien connus des exilés Tutsi rwandais au Burundi parmi lesquels des Inyenzi[10]) tous deux employés de l'ambassade américaine à Bujumbura à l'époque des faits. Ils ont simplement servi de leurre pour capter l'attention et alimenter par des joutes verbales la confusion dans les esprits de tous. L'auteur du tir fatal contre Pierre Ngendandumwe est M. Mwafrika[11], résident à Uvira en République Démocratique du Congo au début des années quatre-vingt. Les détails et les circonstances de la préparation de l'assassinat avaient été abordés, ses contemporains amis et collaborateurs, puis, par la suite plusieurs d'entre nous sur le mode de la tradition orale. De temps en temps, d'autres indications circulaient à travers plusieurs groupes d'âge dans les quartiers populaires. A Kamenge, particulièrement, c'est comme si nous nous connaissions tous, du moins, quelqu'un est toujours en mesure de faire le lien entre les uns et les autres. Espérance, Pour des raisons liées à la famille que tu as fondée, les sympathisants de ton père ne sont pas parvenus à te transmettre, entièrement, depuis toutes ces années des arguments à ta portée pour que tu saisisse la nécessité d'une démarche en justice. Toi et moi sommes liées par un système d'entraide inter-clanique. Dès que Pierre Ngendandumwe a succombé au tir[12] de Mwafrika devant la clinique Prince Louis Rwagasore, ses amis du Club des Bâtisseurs se sont réunis brièvement à plusieurs reprises au 135-136 du quartier de l'Office des Cités africaines (OCAF), chez mon père, Venant Ntwenga, jusqu'en octobre 1965. Le Supérieur[13] de ton père, inconsolable, restait malgré tout, animé d'une lucidité détonante. Il m'attendait le retour de l'école. L'aîné d'origine, il expliquait que ton père n'avait pas voulu croire qu'un projet d'assassinat pouvait lui en vouloir et attendre ce moment précis de la naissance ? Qui était habitué par autant de perfidie au point de profiter du vagissement d'un nouveau-né ? Ton père esquissait un geste incrédule. Pour lui, ce projet relevait de souvenirs horribles datant de l'époque des raids esclavagistes. Le Supérieur en avait cultivé la mémoire. Ses propos étaient souvent empreints de superstition et de sentence. On ne va jamais seul constater une naissance ! Je devais écouter, retenir et un jour te le raconter de façon audible, de la même manière, que le Supérieur de mon père, nous

(ma s'ur, mon frère et moi) mettait au courant de tout le brouhaha autour de nous. Les défenseurs aux pieds nus avaient noté chez quelques exilés Tutsi rwandais, malgré leur apparence affable, une forte animosité [14] contre lui. Pour ton père, ce n'étaient que des désaccords ! (À) Ainsi, les différents Superviseurs ont mis au point une surveillance et efficace tout au long de notre parcours. En dépit de toutes les souffrances infligées par les exilés Tutsi rwandais [15], je suis en mesure de relayer une partie de la connaissance des ripailles de cette époque. La saveur insipide d'un cor de Noël. Montpellier, décembre 2008. Trente ans après son enlèvement par sa grand-mère Thérèse Omoiyi en 1978, j'ai revu mon fils Ahuka. Il venait parfaire ses connaissances dans ma ville de résidence. Sa présence m'a procuré contentement incroyable. Il parlait. Ça était beaucoup pour moi. Au bout de quelques mois, j'ai déchiré brutalement l'histoire, nos retrouvailles étaient un calcul énorme. Sous le coup de l'immense émotion de nos retrouvailles, Ahuka me dissuader de poursuivre mes témoignages pour la Commission Vérité du Burundi. D'après son père naturel, Pierre Mundeke Nankoy, la Commission Vérité n'aurait pas lieu. Le temps qu'elle se mette en place, il sera déjà mort. Le dernier n'aurait pas à répondre devant une audience « du contrat » passé avec des Tutsi rwandais, réfugiés accueillis au Burundi et au Congo au début des années soixante, naturalisés burundais, devenus congolais, puis à nouveau rwandais (tout court) et multiples autres nationalités de confort. En 1975, la demande de ces exilés Tutsi rwandais du Burundi, co-auteurs et bénéficiaires du génocide des Hutu du Burundi de 1972, il devait me violenter et m'agresser jusqu'à ce que mort s'en suive sans laisser de trace apparente. Après les nombreux crimes commis au Burundi, des plus « anodins » aux plus spectaculaires, rien n'est simple dans l'engagement et l'entrelacs de parcours de vie de plusieurs d'entre nous. Espagne, Depuis toutes ces années, la nuée de sympathisants s'est dissimulé en incognito pour parler à ton père sur son site de repos à Vugizo, en apparence, laissant à l'abandon. Parmi les passés des animistes ont donné les plantes en croissance envahissant le lieu. Lesquelles de ces plantes, les vivaces, les médicinales, les immortelles ont donné au site cet aspect unique ? Parmi les animistes, note la présence des thérapeutes, qui tu devras traduire en kirundi, dans l'esprit et le sens, comme tu es médecin [16], le serment d'Hippocrate et celui de Montpellier. Je te souhaite de réussir l'organisation de la cérémonie. Je suggère une simple image de la noblesse simple, pour certains Bâttisseurs, de leur souche paysanne. De tout côté, je suis avec toi. Rose Ntwenga. Montpellier (France), le 28 février 2011 [1] - Né en 1930 dans la province de Muhinga. Praticien de la colline d'origine. A complété par les diplômés et les gardiens de la mémoire. - Licence en Sciences Administratives et Politiques obtenue au Congo. - Vice-premier ministre et ministre des Finances du gouvernement du 18 septembre 1961 et reconduit au mêmes postes en octobre 1961 (date non-précisée). - Premier ministre du Royaume du Burundi à deux reprises le 18 juin 1963 et le 15 janvier 1965. - Membre du parti Union pour le Progrès National (UPRONA). - Membre du Club des Bâttisseurs. Surnom : Mascotte. - A écrit plusieurs discours et articles notamment « La conférence d'Addis Abeba et l'unité africaine » dans Remarques africaines n°5 du 7 mars 1964. (À) In 1959, he had written in a report that the «œbami and Chiefs» were the ones to emerge as «œthe great beneficiaries of the decree of July 1952» which established the hierarchy and subchieftaincy, chieftaincy, territorial and national councils. He went on to say that the recent tragedy in Rwanda-Urundi doesn't consist only in the fact of white colonization but also in the paradox in the spite of representing a minority, the near totality of chief, subchief and judge are in the hand of Tutsi. (À) Tiré de: Ellen K. Eggers, Historical dictionary of Burundi. Scarecrow Press Inc., Lanham, Md, 2006 (3ième édition, 255 pages) Ce document est accessible en ligne sur : <http://chapters.scarecrowpress.com/08/108/0810853027ch1.pdf> - Situer son clan à l'attention des quatre sœurs Ngendandumwe. À compléter par les autres diplômés. [2] À la page 20 d'un rapport en août 2010 et intitulé : « Le Sénat du Burundi de la période monarchique à la troisième législature », Sénat du Burundi, 113 pages. À lire en ligne à l'adresse : http://www.senat.bi/IMG/pdf/SENAT_BILAN.pdf [3] Cette date marque le début du bouleversement profond de la marche du pays. Vingt-trois mois après, va clore le 28 novembre 1966 une République communiste à l'insu du grand public. Quelques traces de ce choix demeurent. Ex : « (À) Le 28 novembre 1966, nous avons opté pour le socialisme. En d'autres termes, nous avons choisi la voie du développement non-capitaliste »... Interview du Président Micombero à la radio congolaise. (À) Mêmes éléments sur le sujet dans Unité et Révolution, n°8, 15 sept. 1967. Source Henri-Philippe Cart. - Au milieu des années quatre-vingt, au cours d'une conférence publique, le président Jean-Baptiste Bagaza s'était adressé à la question d'un journaliste du quotidien Renouveau. Il avait demandé : « Est-ce que le Burundi est Capitaliste ou Communiste ? » Le journaliste s'était adressé de la remontrance du président à son regard. Il n'avait fait que lire l'une des questions rédigées (par une cellule parallèle ou interne au ministère de l'information) et distribuées au hasard à des journalistes triés pour participer à la conférence de presse [4] Dans son travail intitulé « Étudiants et construction nationale au Burundi (1962-1969) » et publié dans Les Cahiers du centre d'étude et de documentation africaine (Cedaf), périodique mensuel numéro 2/3 1973. [5] Les activistes politiques burundais du parti UPRONA se réclamaient des idées retenues lors des conférences panafricaines de Monrovia (Sierra Leone) en 1960 et Casablanca (au Maroc) en 1961, les uns considérés comme occidentaux et les autres comme procommunistes. Malgré ce vocable acquis pour désigner les deux groupes, je rappelle que les politiciens Hutu de cette époque, ceux de ces deux factions internes à l'UPRONA comme ceux des autres partis actifs au moment de l'indépendance, ont disparu dans leur grand ensemble, ciblés par une violence méthodique et prémeditée, en rien politique, mais de nature criminelle avérée. La plupart de leurs biens et papiers personnels ont été confisqués (certains dispersés pour être confiés à différents individus dont leurs ennemis directs) dès leur arrestation [6] Voir (À) L'ascension d'un parti fasciste. (À) Les élections préparant l'indépendance, allaient se dérouler à Rwagasore mit alors sur pied des bandes fascistes Tutsi qu'il regroupa dans une organisation hétéroclite, appelée « Jeunesse Nationaliste ». Ces bandes armées servaient de police parallèle pour la monarchie. On reprenait ainsi sous une forme plus moderne les anciens espions locaux ou « oreilles » du mwami. Ces derniers furent d'ailleurs incorporés dans le mouvement et virent ainsi leurs pouvoirs de police officieuse élargis. Ces groupes circulaient à la campagne, interrogeaient les Hutu, les arrêtaient, s'introduisaient dans les habitations pour écouter les conversations et contrôler les invités du jour. Ils exécutaient également des attaques sur les partis populaires dont ils lynchaient les

militants. D'ailleurs, l'UPRONA les chargea de pratiquer l'enlèvement forcé des Hutu dans le parti afin que ce puisse s'imposer comme parti majoritaire avant l'indépendance. Lors des élections de 1961, les « Jeunes Tutsi » postés à côté des urnes pour valider les bulletins de vote des paysans. Le truquage était d'autant plus facile que la population presque entièrement analphabète, devait utiliser les services des scribes assignés auprès des urnes. (à) Voir aussi l'ensemble du chapitre sur « Le rôle des « petits Tutsi » en tant que force de répression. » (à) Tiré de « Burundi : Comment fabrique-t-on une classe compradore ? » par Nadine Nyangoma-Dominicus, In revue - Peuples noirs, Peuples africains - , n°2(1978), 121-148. Article en ligne à l'adresse :

http://mongobeti.arts.uwa.edu.au/issues/pnpa02/pnpa2_06.html - Jeunesse Nationaliste Rwagasore (J.N.R.), Rwagasore Nationalist Youth. The origin of the J.N.R. (initially known as the Union Culturelle de la Jeunesse africaine du Burundi) créée en 1959 (à) Source: Ellen K. Eggers, Historical dictionary of Burundi. Scarecrow Press Inc., Lanham, Md, 2006 (3ième édition, 255 pages) Ce document est accessible en ligne sur :

<http://chapters.scarecrowpress.com/08/108/0810853027ch1.pdf> [7] Epouse de Gervais Nyangoma, le directeur général du Premier ministre exécuté le 28 octobre 1965. Source : Robert Cornevin dans l'Annuaire Africain 1965. [8] - Prime Niyongabo Secrétaire Général de la Jeunesse Nationaliste Rwagasore (J.N.R.). A.D. Ntamagara, Secrétaire Général de la Fédération des Travailleurs Burundais (F.T.B.) François Bangemu, Président National de la Jeunesse Nationaliste (J.N.R.) Cfr leur courrier de protestation depuis la prison de Mpimba au Procureur du Roi à Bujumbura les 4 et 28 mai 1965. Source : Augustin Mariro. Burundi 1965 : La première crise ethnique. Genèse et contexte géopolitique, collection Points de vue concrets, L'Harmattan, 273 pages. (...) Durant cette période, deux groupes nouveaux se manifestèrent et malgré la faiblesse de leurs effectifs, jouèrent un rôle dont l'importance sera accrue par le monopole dont ils jouiront en tant qu'organisation de masse qui peut mobiliser en tout temps, une centaine de militants : la Jeunesse Nationaliste Rwagasore (J.N.R.) sous la direction de Prime Niyongabo et la Fédération des Travailleurs du Burundi (F.T.B.) sous la direction de François Ntamagara. Tous deux étaient de jeunes militants de l'Uprona, dont les espérances scolaires avaient pris fin sur un échec. Après un début d'activité qui avait attiré de nombreux adhérents dans l'enthousiasme de l'indépendance, ces deux organisations se réunirent en un modeste État major qui leur imprima une orientation purement politique et révolutionnaire, utilisant volontiers de méthodes violentes et disposant d'une base toute trouvée parmi les déserteurs de Bujumbura. (à) Source : Henri-Philippe Cartier « Étudiants et Construction nationale au Burundi (1962-1969) », cahiers du CEDAF. - Signalons qu'une autre vingtaine de personnes impliquées indirectement à l'assassinat Pierre Ngendandumwe ont été arrêtées dans la foulée dont Albin Nyamoya, ministre de l'Agriculture en 1961, premier ministre le 10 avril 1964. - Malgré leur adhésion en nombre au parti Uprona, les Hutu n'étaient pas très idéologues envers le Prince Louis Rwagasore. J'ai écrit différents articles à ce sujet en Kirundi. À compléter par la tradition orale et les dépositaires du Sénateur et ministre de la Justice et de la Santé le 16 janvier 1965, Pierre-Claver Nuwimkware. [9] (à) In fact, the killers were a group of Rwandan Tutsi refugees. A week after the assassination, Burundi police announced that a Rwandan employee as an accounting clerk in the U.S embassy had confessed to the murder. Acting Prime Minister Pie Masumbuko stressed that Washington was not involved. In February, another Rwandan named Butera (who also worked for the U.S. embassy was arrested, and a ballistics expert reported that the bullet that killed prime minister came from a revolver found in his possession. Butera was son of Rukeba, a well-known Rwandan guerilla. Finally, in December 1967, Burundi's Supreme Court, for lack of evidence, acquitted all

(à) Press Inc., Lanham, Md, 2006 (3ième édition, 255 pages) Ce document est accessible en ligne sur

à <http://chapters.scarecrowpress.com/08/108/0810853027ch1.pdf> [10] Source : « Les mécanismes de l'exclusion des Tutsi » par Paul Rutayisire. Editions rwandaises 445p. 2004. Extraits du résumé de l'ouvrage par Antoine Mugesera

Revue africaine des livres, Septembre 2005. [11] Plusieurs articles en swahili et en kirundi donnent les détails sur le rôle de M. Mwafrika : -Le fils (du Pasteur Noël et sa femme Angéline) et bien d'autres Tutsi burundais qui en avaient assez moquerie des Tutsi rwandais à ce sujet. -Les congoman d'Uvira qui ont assisté à l'installation de son modeste com

Le rôle des connaissances de l'institutrice Ana (résident dans le Mayengo) la femme du Dr Wanume ou (Kalume) d'origine ougandaise résident à Uvira (Congo) au début des années 80 dans le quartier (aux environs d'une

d'une école secondaire tenue par des « urs blanches »). -Plusieurs autres articles concordants ont relayé les menaces de

Gonzalve Muyenzi de porter sur la place publique son rôle exact de leurre. -Quant au major Ndabemeye, il a dicté

oralement. A partir de fin avril 1994, interloqué par la presse internationale et les différents dépliantes en circulation pour

protestation, il s'est mis à dicter à ses messagers son rôle exact depuis son installation dans la ville de Bujumbura comme

Chef d'État major de l'armée burundaise le 8 mai 1967. En effet, le génocide en cours au Rwanda y était pris

un phénomène inouï. Il fallait, selon ces articles, remonter au début du 19ème siècle pour retrouver dans le monde une

atrocité semblable. A propos de M. Mwafrika, il a donné les indications par lesquelles retrouver son paiement par la

banque de crédit de Bujumbura (B.C.B.). (Probablement, selon des critères en dehors des procédures régulières). C'est

après que ce paiement ait été effectué que M. Mwafrika s'est installé à Uvira (Congo) à l'instigation de celui qui avait le plus pris à compléter par les messagers du major, les autres dépositaires et les voisins-tout

congomans de l'installation de M. Mwafrika au Congo. [12] Après la proclamation du nouveau gouvernement vers midi, ses

adversaires Tutsi (considérés comme pro-chinois) pour marquer leur refus organisent une bruyante manifestation. Je ne

sais plus dans quelles circonstances, il prend la décision de se rendre seul (à ?) à la maternité. (à) Du rôle que j'ai raconté Pierre Ngendandumwe est atteint par deux balles tirées sur sa poitrine alors qu'il est encore assis dans sa voiture entrain

de se garer (aux environs de vingt heures). Pour d'autres témoignages, il est sorti de sa voiture. A l'impact des

son corps s'effondre sur le trottoir (aux environs de vingt heures). Pierre Ngendandumwe fut assassiné dans la soirée

le 15 janvier 1965, vers 21h15, en sortant de la clinique « Prince Louis Rwagasore ». Source : Augustin Mariro op.

cit. D'autres témoignages font état de balles tirées dans son dos en sortant de l'hôpital. À compléter par les dépositaires

les autres dépositaires. [13] Ta mère ne le connaît pas, tout comme la mienne non plus, Marcelline Ndikumana, ne

connaît pas celui de mon père. (â€) Certains midis après le 15 janvier 1965, les adultes se concertaient brièvement, tous debout, dans notre salon. (â€) Certains midis, de son côté, le Superviseur était assis en tailleur à nos côtés au moment du repas partagé entre ma sœur, Honorata et mon frère, Valère. L'employé de maison Lazare, le père de Clément Ndayongere, était toujours présent à nos côtés dans cet espace en chantier donnant sur le jardin intérieur. Le regard devant lui, il soliloquait : « Ni ba nguentelemani, nguentelemani (Ba gentlemen) » Mwebwe bandi mudashaka kwumviriza ibiriko biraturwako. Ngo hoshi! Ayo n'amakuru yo mumasafuriya. Ariko naho mwanse kwumviriza, jewe ndababwiye yuko Amakuru yo masafuriya azohava abahitana mwese. [14] Venant Ntwenga, mon père, avait reçu les renseignements de la part de son Superviseur. De son côté son grand frère Pierre Siboniyo le mettait en garde sans cesse contre ses locataires exilés Tutsi rwandais (occupants le 135-136 du quartier 5 Ocaf à la date du 13 octobre 1961). C'était devenu un sujet de dispute. Mon père avait fait appel à l'arbitrage du père de Prosper, le menuisier congolais qui les avait eu un temps comme voisins. J'étais présente au moment de cette mise au point. (â€) [15] De collusion avec Prime Niyongabo, secrétaire général des Jeunesses Nationalistes en 1961, ministre de la Jeunesse le 8 juillet 1966 et des Affaires étrangères et de la coopération le 7 décembre 1966 ; dès mon entrée en fonction à l'Agence burundaise de presse (A.B.P.) en mai 1983, il a exigé de la rédaction que j'aille couvrir l'inauguration d'un dispensaire dans le Sud du pays. Il a prouvé qu'il assurerait lui-même avec une autre de ses connaissances le transport. Par ce geste à l'égard du cours du trajet aller-retour, il a tenté de valoir mes souvenirs. Il était l'auteur du massacre des syndicalistes de Kamenge en janvier 1962 dont mon père avait miraculeusement échappé. Il connaissait l'existence des chances de mort. Prime Niyongabo avait la certitude de ma connaissance de son rôle concret dans les différents faits. [16] Lorsque le messenger du Superviseur vient m'annoncer ta réussite la fin de l'année, il me dit ceci : « Supransi, azosubirira Dogoteri Djak (Docteur Jacques (belge) de l'Hôpital Prince Royal Charles au début des années soixante. Oya! Superansi ni Dogoteri Djak! Azodutera urunshinga Gitul! Azotubwira, mikrobe! Adutegeke, Karaba! » Pour ma part, lorsque j'ai intégré l'Agence Burundaise de presse (A.B.P.) en 1983, de nulle part, ils ont improvisé la cérémonie de félicitation. Qu'est-ce que j'ai appris à l'école de Journalisme caractéristique au moment ? Réponse : La méthodologie. En kirundi, Gutandukanya inkuru yavumwira, n'igihuha. Kumenyesha ibiriko biraba, kurubwira. D'autre part, le quartier de Kamenge déplore la disparition de plusieurs journalistes dans diverses violences à commencer par les deux animateurs radio, victimes d'un accident de voiture tout près de l'aéroport. Ils partaient pour un stage en Israël en 1969. Ils étaient liés aux gardiens de la mémoire. Au moment du génocide de mai et juin 1972, d'autres journalistes ont disparu comme Josia Bujwira et un animateur radio, le compagnon de Payi (Pascasie) résidents dans le Mayengo. Plus récemment dans les années 90, Alexis Bandyatuyaga, ainsi que l'ensemble des habitants du quartier ont été tués et victimes de l'arbitraire des militaires burundais des F.A.B. (arrestations sans motif expliquées, regroupement de la population au stade, tri des individus suivis d'exécutions, pillage systématique des maisons, etc.). A la demande de la rédaction en Kirundi, Alexis Bandyatuyaga a confirmé les faits. Un haut gradé a ordonné son exécution. Des tracasseries en tout genre ont été dirigées contre les journalistes, dont Ruvoren Harushingoro, et bien d'autres au moment de la création de nouveaux journaux (notamment le journal le moins).